



DECLARATION PREALABLE DE LA FSU 91 AU CTSD DU JEUDI 11 JUIN 2020

Depuis le début de la crise sanitaire, les enseignant-e-s travaillent sans relâche pour maintenir le lien avec leurs élèves. Si la « continuité pédagogique » était difficile à mettre en œuvre et exacerbait des inégalités sociales et scolaires, la reprise qui s'organise depuis le 11 mai dans les écoles et depuis le 2 juin dans les collèges et les lycées, est tout aussi problématique. A distance, les personnels ont fait preuve d'un investissement considérable pour adapter leurs pratiques pédagogiques à une multitude d'outils numériques pas toujours performants, mettant en évidence le manque d'investissements publics en la matière. En présentiel, ils se heurtent à un protocole sanitaire incontournable mais inapplicable. Il ne suffit pas de rouvrir les écoles pour qu'elles redeviennent, comme par enchantement, des lieux d'enseignement. La « continuité pédagogique » était un leurre, la reprise est une illusion. La reprise sur la base du volontariat décidée par le ministre Blanquer a induit l'idée que le protocole sanitaire n'était pas parfaitement protecteur et a laissé les parents seuls responsables d'un choix difficile : renvoyer en classe leurs enfants. C'est pour cette raison que le retour en classe depuis le 2 juin 2020 concerne très peu d'élèves de 6ème et de 5^{ème}. Dans de nombreux cas, seuls deux ou trois élèves sont présents. Cette reprise, peu ambitieuse sur un plan pédagogique, présage une rentrée complexe et inquiétante. Comment renouer avec le scolaire quand on en a été éloigné si longtemps ? Comment retourner à l'école quand la crise l'a vidée de son sens ?

En témoigne le dispositif « Sport, Santé, Culture, Civisme » (2S2C) ! D'abord présenté comme un dispositif temporaire permettant aux élèves de bénéficier d'activités sportives et culturelles lors de la réouverture progressive des écoles, collèges, lycées, il apparaît désormais comme l'horizon de « l'école de demain » selon la déclaration de M. Blanquer au Sénat, le 19 mai 2020. Il s'agit là de la vision d'une « école des fondamentaux » (lire, écrire, compter, respecter autrui) qui consiste à renvoyer certaines disciplines (éducation musicale, arts plastiques, EPS, théâtre, cinéma...) hors de l'Ecole. Pour nous et au nom de la culture commune que nous défendons, toutes ces disciplines relèvent du service public d'éducation et en ce sens, elles doivent être, au même titre que les autres, enseignées en garantissant l'égalité de service public sur tout le territoire. Le dispositif 2S2C permet l'intervention en son sein, sur le temps scolaire, d'intervenants extérieurs à l'école et de structures telles que les associations culturelles, artistiques, sportives... Ce dispositif autorise même parfois à utiliser de manière prioritaire des installations sportives ou scolaires alors même que pour des raisons sanitaires cet accès est refusé dans le cadre de notre discipline scolaire (comme aux Ulis et à Grigny actuellement). Pour la FSU, seuls les enseignants recrutés sur concours, cadres A de la fonction publique d'Etat, sont à même de pouvoir déterminer localement, avec leur direction, les caractéristiques de mises en œuvre de l'EPS et du sport scolaire, des arts plastiques ou de l'éducation musicale, des enseignements du théâtre ou du cinéma, dans le cadre de projets pédagogiques pensés et construits en équipe. C'est pourquoi, nous dénonçons ce dispositif 2S2C et nous nous opposons à sa mise en place dans nos établissements.

Le sujet qui nous réunit aujourd'hui pour ce CTSD sur le 2nd degré est tout aussi révélateur de la casse du service public d'éducation en marche depuis des années et qu'on voit s'accélérer depuis la crise. Alors

que depuis trois années consécutives le département de l'Essonne a vu sa dotation en assistance éducative stagner malgré les 6000 élèves supplémentaires, pour la rentrée 2020 est prévue une dotation supplémentaire en moyens provisoires de 14 ETP pour les vies scolaires. Des miettes, qui permettent à peine de stabiliser la situation. Souvenons-nous que 1813 élèves en plus sont attendus pour la rentrée 2020, dont 1406 dans les collèges et SEGPA. Comme pour les DGH, la règle de trois n'a pas eu lieu : quand le nombre d'élèves augmente, le taux d'encadrement baisse. L'an dernier, on comptait 1 ETP pour 100,5 élèves. Même chose pour cette année. Faut-il rappeler que 94 élèves permettaient d'avoir 1 ETP en 2016 ? Cette dotation est bienvenue tant la situation était dégradée ; toutefois notre département demeure en deçà du barème académique et de trop nombreux établissements n'ont pas les moyens auxquels ils ont droit et restent sous-dotés ! On continue de gérer la pénurie et les vies scolaires restent sous tension ! Bienvenue dans l'école de demain ! C'est l'école de la concurrence, celle où on habille un établissement en déshabillant un autre avec des vêtements déjà déchirés. La répartition de ces moyens supplémentaires alloués aboutit en effet à une baisse de la dotation en assistance éducative dans quelques établissements (3 collèges et 2 lycées). Bel opportunisme ! Il a suffi d'une stabilisation des moyens au regard des effectifs pour diminuer les dotations de quelques établissements ! Pourquoi ce souci de rééquilibrage n'existait-il pas auparavant ? Quant à ceux qui bénéficient d'un supplément, celui-ci est bien maigre, puisqu'il varie de 0.22 à 1 AED. On peut s'interroger aussi sur les critères qui motivent les choix de baisse et d'augmentation. La prise en compte d'une variation des effectifs sur les années 2016-2019 vient fausser l'analyse en lissant l'évolution des chiffres sur trois ans et conduit à des situations aberrantes, comme celle du lycée Pagnol d'Athis-Mons, qui voit ses moyens diminuer de 0,5 ETP alors même que ses effectifs augmentent à la rentrée 2020 ! La FSU déplore et dénonce ce saupoudrage de moyens qui restent terriblement insuffisants au regard des besoins très importants que connaissent les vies scolaires dans l'Essonne ! De nombreux établissements ont exprimé leur désarroi, leurs inquiétudes et leurs difficultés à gérer les violences et les incivilités lors d'audiences à la DSDEN au cours de cette année : le collège Le Saussay de Ballancourt, le collège Camus de Ris-Orangis, le collège Les Sablons de Viry-Châtillon, le lycée Truffaut de Bondoufle. Hier encore, le collège Les Gâtines de Savigny-sur-Orge disait son besoin de faire respirer les élèves qui étoufferont quand ils seront presque 1000 en septembre.

Au sortir de cette crise sanitaire, plus que jamais nous devons faire respirer nos élèves ! Cessons de faire tousser l'Education Nationale, cela pourrait l'asphyxier ! Créons des postes, de CPE, d'infirmier-e-s scolaires, d'assistantes sociales, de professeurs documentalistes. Mettons fin à la mutualisation des ouvriers de maintenance et à l'externalisation du ménage dans les collèges. Augmentons les DGH pour alléger les effectifs et mettre davantage d'enseignants autour de nos jeunes. L'encadrement des élèves essonniers n'est pas suffisant et ne cesse d'inquiéter. Redonnons à l'école un visage humain.